



## Formation sur le constat au Québec

Le 30 octobre 2004 s'est tenu à l'Université de Montréal un séminaire de formation sur le constat à l'attention des huissiers de justice du Québec, avec la participation de l'UIHJ

### Une étroite collaboration avec l'École nationale de procédure française

Cette heureuse initiative mijotait déjà depuis un certains temps à la Chambre des huissiers de justice du Québec depuis notamment une certaine réforme au code québécois de procédure civile ainsi qu'à certains autres articles de son nouveau code civil de 1994 notamment au chapitre de la preuve. Ce recyclage, qui se veut continu, fût donné dans le cadre du programme annuel du service de la formation permanente de l'Ordre professionnel. C'est avec l'importante et étroite collaboration de l'École nationale de procédure de France (ENP) que vit naître l'idée d'inviter Jean Paul Spinelli, l'un des membres de son conseil d'administration et professeur émérite, à donner une formation pointue sur l'exercice pratique à la rédaction des actes de constat en sol québécois.

Venus de tous les coins du Québec en passant par Rimouski au lointain district d'Abitibi Témiscamingue, ils étaient nombreux à assister à cette magistrale formation qui s'est donnée le samedi 30 octobre 2004 dans l'enceinte de l'un des amphithéâtres du campus de l'Université de Montréal au Québec. Me Spinelli, spécialiste en la matière, après avoir fait un court historique sur l'origine du constat, a présenté avec toutes les qualités qu'on lui connaît les nombreuses facettes reliées à cet acte fort utile aux justiciables. C'est notamment par un échantillonnage pratique sur la variété des sens, l'ouïe, le toucher, le goût, l'odorat et finalement la vision, ce dernier cas en étant le plus général et fréquent et qui permis aux membres présents de bien comprendre les diverses spécificités devant être retenues sur moult scénarios ainsi présentés par notre conférencier.

### Un acte utile à la collectivité

Non seulement est-il utile aux justiciables mais aussi, et dans une large part, aux magistrats des tribunaux français qui ont à juger de situations qui ne sont pas toujours aisées à comprendre. Sans l'apport de cet acte, il leur serait très souvent beaucoup plus difficile de régler de telles situations avec justesse et célérité. Il est à noter qu'au Québec, la fonction de constatant est sensiblement la même qu'en France. C'est l'art. 9 de la loi sur les huissiers de justice qui l'habilite et auquel l'on doit se référer : « L'huissier de justice peut effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter, ces constatations n'ont que la valeur de simples renseignements ». De plus, dans le statut de l'huissier, il est dit en l'art. 8 que : « Constitue l'exercice de la profession d'huissier tout acte qui a pour objet [...] et d'exercer toute autre fonction qui est dévolue à l'huissier en vertu de la loi ou par un tribunal », ce dernier mot implique donc qu'il peut aussi agir dans le cadre d'un constat dit sous commission de justice.

Après avoir précisé les différences qu'il y a entre les lieux publics, lieux ouverts au public et les lieux entièrement privés, c'est avec force détail que notre confrère français mis notamment en exergue les difficultés inhérentes



De gauche à droite — From left to right: Guy Aidans, André Mathieu, Jean-Paul Spinelli, Hubert Reid & Ronald Dubé (Photo : Sophie d'Ayron)

auxquelles les huissiers doivent être attentifs. Il précisa que l'huissier de justice doit intervenir toutes les fois qu'il est régulièrement et légalement requis, sauf incompatibilité ou impossibilité en raison d'une demande contestable. Tout dépassement de mission risquerait d'entraîner l'irrecevabilité du constat et ainsi exposer son auteur à une action en responsabilité civile et professionnelle. Il mentionna l'importance à ce qu'a priori l'huissier connaisse et comprenne bien la mission à laquelle il est assigné. Il spécifia de toujours éviter à ce que le requérant sélectionne les faits ou encore lorsque l'huissier de justice procède « in absentia » des parties lorsque la situation le permet et/ou qui ne constate donc pas contradictoirement à charge et à décharge ou qui encore opèrerait une sélection dans les constatations à effectuer. L'huissier de justice se doit impérativement se refuser à toute mise en scène et doit se présenter à visage découvert, sans se cacher. Il fût toutefois explicité qu'en France dans certains cas bien précis et pour une question évidente de pure efficacité, l'huissier de justice peut ne pas dévoiler son identité préalablement aux constatations, mais il devra nécessairement le faire ensuite dès ces constatations effectuées de manière à éviter toutes contestations en lien avec les constatations confidentielles ainsi finalisées.

### Le choix des moyens utilisés

L'huissier de justice ne doit pas utiliser n'importe quel moyen, disait-il. Auxiliaire du juge, il doit faire l'objet d'une loyauté et d'une dignité intrinsèque à sa fonction d'auxiliaire de justice. Certains huissiers de justice présents furent même surpris de concevoir que, finalement, c'est ce dernier qui se doit en bout de piste de choisir les moyens par lesquelles il complètera sa mission à lui confiée et non au seul mandant.

Devant une assemblée extrêmement intéressée, plusieurs questions fort pertinentes furent posées à notre conférencier, ce qui laisse présumer que nos consoeurs et confrères du Québec auront énormément appris par les nombreuses et diverses situations pratiques réellement vécues sur le terrain et qui leur fût présentées avec brio par Me Spinelli.

Mentionnons finalement la présence à cette formation du professeur Hubert Reid, ancien doyen de la faculté de droit de l'Université de Laval à Québec qui, en étroite collaboration avec la Chambre des huissiers de justice, est à préparer un ouvrage qui traitera spécifiquement de l'acte de constat en milieu québécois.

Nous croyons que les fondations sont maintenant relativement solides pour que cet acte nouveau se développe de plus en plus au Québec et permettre ainsi à ce que cet instrument puisse aider non seulement les autres juristes à l'appivoiser en matières dites litigieuses mais aussi aux divers justiciables à pouvoir s'en servir valablement à multiples égards permettant ainsi à l'huissier de justice de « constater » pour éviter aux citoyens, autant que faire se peut, de se faire : « contester » !



## Training on statement of facts in Quebec

On 30th October 2004 a seminar on statement of facts was held at the University of Montreal, for the attention of bailiffs, with the participation of UIHJ

### A close collaboration with the French national school of procedure

This happy initiative was in the mind of the Québec bailiff's corporation since a certain period of time particularly with a reform occurred in the Québec civil code of procedure as well to some other articles of its new civil code of 1994 in particular in the proof chapter. This recycling course is based on and within the framework of the annual program of the permanent training service of the professional Order. This specific course on the statement of facts or ascertainment was done in close cooperation with the French national school of procedure (ENP). The main idea was to invite a real specialist of this new and modern bailiff's act, regularly used in France and in several countries of the new Europe, to wit : Jean Paul Spinelli one of the members of his board of directors and highly skilled professor to give a specific formation on the practical exercises in order to learn how to proceed in the drafting of those statements of facts done by the bailiffs either in France or in Quebec.

They came from as far as Rimouski by passing from the north west side of the judicial district of Abitibi-Témiscamingue. They were numerous to attend this masterly formation which was given on Saturday, October 30th, 2004 in one of the amphitheatres of the campus of the University of Montreal in Quebec. Mr Spinelli, one of the main specialists on the matter after having given a short history on the origin of the « statement of facts » presented many facets connected to this proceeding extremely useful for the peoples and the justice system. It is in particular by the use of our senses, a practical sampling on the variety of these senses that we daily work with, to wit : the hearing, the touch, the taste, the sense of smell and finally the most useful one the vision, the latter case being the most general and frequent one so used. In fact, due to the wide and various examples and specificities well presented by our lecturer allowed all members present to clearly understand the wording used in each scenarios and well explained in each situation by our lecturer.

### An useful act for the community:

In France, it is not only useful for the people but also to the French magistrates in several courts which have to judge situations which are not always easy to understand and conclude. Without the contribution of the statement of facts, it would be often very much more difficult for them to regulate such situations with accuracy and celerity. We should noted that in Quebec, the function of bailiffs on this ground is appreciably the same one as in France. It is the article number 9 of the bailiff's law which entitle him to act his duty in regards with the statement of facts or ascertainment : Statutes, Art. 9) : « A bailiff may make purely material ascertainment, excluding any opinion on the factual or legal consequences that may result there from; such ascertainment have merely informative value. »



*Les participants en plein travail – Participants at work*



*Jean-Paul Spinelli & Ronald Dubé*

Moreover, in the same statute of the bailiffs, article 8 precise : « The practice of the profession of bailiff consists of any act having the object of which is to serve written proceedings issuing out of any court, to execute judicial decisions that are enforceable and to perform any other duty assigned to a bailiff by law or by a court ». Under the terms of the law or by court», this last word thus implies that he can also act within the framework of a report called : « a statement of facts under a court order ».

After having specified the differences that there is between the public places, places open to the public and the entirely private places, it is with several details that our French fellow-member put forward in particular the inherent difficulties to which the bailiff must be attentive. Mr Spinelli specified that the bailiff must intervene every times that he is regularly and legally requested to act, except incompatibility or impossibility due to a contestable demand. Any outgoing beyond its mission would risk to involve the inadmissibility of the ascertainment and thus expose its author to a civil action and /or a professional liability. He mentioned a priori the importance for the bailiff to know and understand very well the mission for which he is assigned. He specified to always prevent that the applicant does not selects the facts or when the bailiff proceed «in absentia» (without the presence of the parties involved) and /or when the situation allows it and/or when he does not note contradictorily and/or with discharge or when the bailiff select only few points in its observations to be carried out. The bailiff must himself imperatively refuse to be part of a staging scene and must always present himself with a discovered face, without hiding his identity. However, for a question of pure effectiveness, it was clarified that in France in certain quite precise cases the bailiff can hide his identity before



the observations, but he will have necessarily to reveal it after the ascertainment duly made so as to avoid contestation upon the confidential observations so done.

### **The choice of the means used to accomplish his mission**

The bailiff should not use any means he said. Being an auxiliary of the Judge he must be of an essential honesty and an intrinsic dignity to its function has an « auxiliary of justice ». Some bailiffs presents were even surprised to conceive that finally it is up to the bailiff which must in the latter choose these means by which it will supplement its entrusted mission and not only with the sole constituent or applicant.

Several and relevant questions were put out to our lecturer by an extremely interested assembly. All these questions lets suppose that our colleagues and fellow-members of Quebec will have enormously learned by the numerous and various situations so practice in the course of that specific formation. It is with real cases that really happened on the ground and introduced and well explained as well with great success by Me Spinelli that we could ascertain this « statement ».

Let us mention finally the presence in this training of professor Hubert Reid former deanship of the Faculty of Law of the Laval University in Quebec which, in close cooperation with the Quebec bailiff professional Order is in preparation of a work which will specifically treat of the bailiff's statement of facts or ascertainment in Quebec.

We believe that the foundations are now relatively solid to permit this new way of keeping and producing relevant proofs and facts to become more and more effective in Quebec. Thus, it seems possible that this legal instrument can help not only the lawyers to tame it in matters known as litigious but also to amenable various situations permitting people to use it in multiple connections with the daily life and keep proof of all matter-of-fact that may disappeared with time. Now, the bailiff is entitled to keep and protect the proofs elements in writing through this bailiff's act called ; « statement of facts » or « ascertainment' report ».

## *Les Officiais de Justiça avaliadores renforcent leur présence à l'UIHJ*

### **Une collaboration renforcée**

Grâce à l'action de Me Vera Lucia Pinheiro dos Santos, alors président de l'Association de Rio des officiers évaluateurs, le Brésil n'a cessé depuis de longues années de marquer sa présence au sein de l'UIHJ. Plusieurs séminaires ont été organisés à Rio dont l'un de dimension mondiale avec la participation d'un groupe d'experts venus du monde entier (5-6 octobre 2000).

Depuis le congrès fédéral de Gramado au mois d'octobre 2004, les relations entre l'UIHJ et les officiers évaluateurs ont encore nettement progressé. Désormais, c'est l'Association fédérale qui a voté son adhésion à l'Union (FENASSOJAF). A cet égard l'implication du président Lopes Franco a été décisive.

### **Un grand pays en marche**

Rappelons que les officiers évaluateurs sont des fonctionnaires qui ont pour mission de recouvrer les créances de l'état.

## *Oficiais de Justiça avaliadores strengthen their presence at UIHJ*

### **A strengthened co-operation**

With the help of Vera Pinheiro Dos Santos, then president of the Rio Association of Assessment officers, Brazil hasn't stopped to mark its presence at UIHJ. Several seminars have been organised in Rio, one of which of international dimension with the participation of a group of experts from around the world (5 and 6 October 2000).

Since the federal congress of Gramado, in October 2004, ties between UIHJ and the Assessment officers have still be re-enforced. Now, the Federal Association has voted its adhesion at the UIHJ (FENASSOJAF). In this matter, the involvement of the president Lopes Franco has proved essential.

### **A country at progress**

Let's remember that the assessment officers are the civil servants who are in charge with the collection of the State debts.

Néanmoins nos collègues partagent les mêmes préoccupations que les huissiers de justice libéraux même si un changement de statut n'est pas à l'ordre du jour.

Le Brésil est un grand pays en marche vers de nombreuses réformes. Le régime de l'exécution est soumis à de nombreux changements. Un projet de loi prévoit la création des fonctions d'auxiliaires du juge ce qui ne convient pas aux officiers évaluateurs qui ne jouissent pas d'une reconnaissance équivalente et qui en appellent à l'UIHJ pour conforter leurs revendications auprès des autorités fédérales. Nos collègues s'élèvent encore contre les actes de violences perpétrés dans l'exercice de leurs fonctions qui font chaque année plusieurs victimes.

Une prochaine conférence doit se dérouler du 6 au 11 septembre 2005 à Maceio à laquelle le président Lopes Franco a convié l'UIHJ à participer.

Nevertheless, our colleagues share the same concerns as liberal judicial officers, even if a change in their status is not yet at stakes.

Brazil is a great country which has embarked on a large series of reforms. The enforcement system will change in the future. A draft law reform mentions the creation of the function of Judge assistant, which is not compatible with the function of assessment officers who do not have a similar recognition and who turn towards the UIHJ to promote their demands at the federal authorities.

Our colleagues protest against acts of violence perpetrated against them and that make several victims each year.

A conference will be held from 6 to 11 September 2005 in Maceio. The president Lopes Franco convened UIHJ to participate at the conference.